



JEAN-PAUL MARTHOZ
JOURNALISTE ET ESSAYISTE

Il y a 50 ans, Bob Woodward et Carl Bernstein, journalistes au « Washington Post », révélèrent le scandale du Watergate. Leur obstination à surmonter tous les obstacles a fait de leur enquête une des plus retentissantes de l'histoire du journalisme.

Il était une fois deux petits reporters...

“

Sans la pression constante des « unes » du « Washington Post », peu à peu rejoint par ses concurrents, le sujet aurait sans doute fait pschitt

Le 19 juin 1972, deux signatures apparaissent pour la première fois ensemble à la « une » du *Washington Post* : Bob Woodward et Carl Bernstein, Woodstein, comme on les appellera par la suite. Les deux reporters, des *rookies* (jeunots) du service d'informations locales, publiaient le premier d'une longue série de scoops sur une affaire qui allait déboucher, deux ans plus tard, sur la démission du Président Richard Nixon.

Tout avait commencé dans la nuit du 17 juin par un « banal fait divers » au siège de campagne du Parti démocrate, au 6^e étage de l'immeuble du Watergate, à Washington. Constatant l'ouverture suspecte de portes conduisant du parking aux étages, le gardien de nuit, Frank Wills, avait appelé la police. Quelques minutes plus tard, trois agents en civil débarquaient d'une voiture banalisée et entraient discrètement dans l'immeuble. Ils tombèrent nez à nez avec 5 « plombiers », équipés d'appareils photos et d'équipement d'écoute téléphonique, qui étaient en train de fourrager dans les bureaux du Parti démocrate. L'un des agents sortit son revolver et leur signifia solennellement qu'ils étaient en état d'arrestation.

Tuyauté par la police, le *Washington Post* saisit tout de suite l'importance de l'info. « Vous ne pouvez pas vous imaginer ce qui est en train de se passer », confia le chef d'édition Howard Simons à la propriétaire du journal, Katharine Graham. Dépêché au tribunal pour connaître l'acte d'accusation, Bob Woodward entendit l'un des cambrioleurs confier à voix basse qu'il était un « ancien de la CIA ». « Bingo », écrira le rédacteur en chef du *Washington Post*, Ben Bradlee, dans ses Mémoires, *A Good Life*.

Car si les Pieds Nickelés venaient de Miami, où ils évoluaient au sein de la mouvance anti-castriste, la « piste cu-

baine » allait très vite dévier vers Washington.

Une enquête au Panthéon du journalisme américain

Dans le répertoire téléphonique d'un des barbouzes se détachait une inscription, W. House. « Whore House (un bordel) ou White House (la Maison blanche) ? », ironisa Carl Bernstein. Le duo tira sa première salve, en révélant que l'un des cambrioleurs était employé par le Comité pour la réélection du président Nixon.

Immortalisée par le film *Les Hommes du Président*, avec Robert Redford et Dustin Hoffman, l'enquête du *Washington Post* figure aujourd'hui au panthéon du journalisme américain. Et pourtant, au début, les petits reporters du *Washington Post* furent bien seuls. L'actualité était dominée par la guerre du Vietnam et la plupart de leurs aînés n'étaient pas loin de voir dans cette affaire, comme l'avait clamé le porte-parole de Nixon, « une tentative de cambriolage de troisième ordre ». Ils durent aussi encaisser la contre-attaque de la Maison Blanche, engagée dans une invraisemblable stratégie de dissimulation et de mensonges. « La presse est l'ennemi. Ecrivez-le 100 fois au tableau et ne l'oubliez jamais », déclara le Président Nixon en décembre 1972 à ses proches

collaborateurs, alors qu'il venait d'être triomphalement réélu pour un second mandat. L'entourage présidentiel fut envoyé au front pour dénoncer une « presse élitiste », « gauchiste », « vendue aux Démocrates ». « Katie Graham (la propriétaire du journal) va avoir ses seins passés à l'essoreuse si vous publiez ces conneries... », tonna John Mitchell, le chef de campagne de Nixon.

Les « hommes du Président » se cognèrent à un mur. Après la bataille homérique, l'année précédente, pour la publication des Dossiers du Pentagone, les plus hauts responsables du *Washington Post* étaient prêts à ferrailer avec la Maison Blanche. « Go get 'em » (« allez me les chercher »), lança Ben Bradlee. S'appuyant sur des centaines d'interviews et de documents, bénéficiant des confidences de Deep Throat (Gorge Profonde), un ex-numéro 2 du Bureau fédéral d'investigation qui les guida dans les ténèbres de l'administration Nixon, Woodward et Bernstein multiplièrent les révélations.

Et quelles révélations : des sabotages de la campagne démocrate, des dessous-de-table, de l'argent noir, des écoutes téléphoniques illégales, l'obstruction de la Justice. Peu à peu, notait André Kaspri (*Le Watergate*, Ed. Complexe, 1983), « on s'aperçut que l'affaire du Watergate s'inscrivait dans un véritable système de gouvernement et qu'elle visait, en recourant aux abus de pouvoir, à saper les fondements du régime démocratique ».

D'autres institutions, comme le FBI, le Congrès et la Cour suprême jouèrent bien sûr un rôle clé dans cet extraordinaire feuilleton, mais sans la pression constante des « unes » du *Washington Post*, peu à peu rejoint par ses concurrents, le sujet aurait sans doute fait pschitt. L'obstination des deux reporters contribua à convaincre le Congrès de créer une Commission spéciale qui, au fil d'auditions télévisées fascinantes,

confirma peu à peu la responsabilité directe de Richard Nixon.

Et aujourd'hui ?

Alors que commencent à la Chambre les travaux de la Commission d'enquête sur l'invasion du Capitole du 6 janvier 2021, pourrait-on imaginer aujourd'hui une enquête de cette ampleur et de cet impact ? Non, s'inquiétait récemment Margaret Sullivan dans le *Washington Post*. « Richard Nixon aurait survécu, écrivait-elle, car la nation qui s'était rassemblée pour le forcer à la démission n'existe plus ». La polarisation politique s'est exacerbée et « l'environnement médiatique a radicalement changé », ajoutait la chroniqueuse. Aujourd'hui, à l'heure de Fox News et des fake news, les révélations du *Washington Post* auraient été dénichées par un tsunami de « vérités alternatives ». Les partisans du Président auraient « noyé la zone sous la merde », pour reprendre l'expression de l'ex-conseiller de Donald Trump, Steve Bannon.

« Les réseaux sociaux ont dissous le mortier de la société et rendu l'Amérique stupide », se désolait le professeur Jonathan Haidt, dans *The Atlantic*. Sans doute. Mais le journalisme d'intérêt public, auquel les Pères fondateurs avaient conféré un rôle de garde-fou de la démocratie, est toujours là. Le 5 juin, infatigables, les septuagénaires Bob Woodward et Carl Bernstein ont publié une nouvelle introduction de leur best-seller de 1974. Pour dénoncer la subversion de la démocratie par ceux qui sont élus pour la défendre. Ces Nixon et ces Trump, écrivaient-ils, « prisonniers volontaires de leurs compulsions dominatrices, de leurs sombres instincts, et qui incarnent deux des périodes les plus dangereuses et les plus troubles de l'histoire de l'Amérique ». Go get'em ! L'injonction de Ben Bradlee n'a pas pris une ride.



CE SAMEDI, LA CHRONIQUE
« JE DIRAIS MÊME PLUS »
D'ALAIN BERENBOOM,
ÉCRIVAIN



CE SAMEDI, LA CHRONIQUE
« VOUS AVEZ DE CES MOTS »
DE MICHEL FRANCARD,
PROFESSEUR À L'UCLouvain

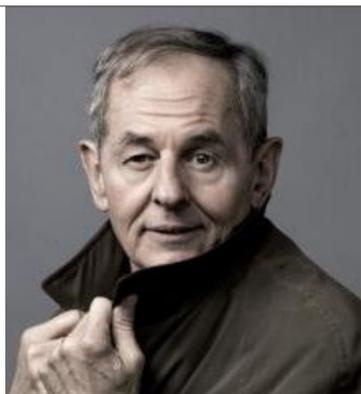


MARDI, LA CHRONIQUE
« BRUX-ILS BRUX-ELLES »
DE VÉRONIQUE LAMQUIN,
JOURNALISTE



Pour Steve Scalise, représentant républicain de Louisiane, pas question de légiférer sur les armes à feu : « Il n'y a pas eu de débat sur l'interdiction des avions après le 11 septembre. » C'est incroyablement stupide, mais ces gens n'ont honte de rien.

Théo Laubry Journaliste, spécialiste des Etats-Unis (slate.fr)



L'époque a changé, certes, mais cette guerre en Ukraine a ravivé, ou plutôt accentué, les divisions du monde : la Russie compte autant de soutiens à sa politique de conquête qu'elle a d'adversaires. En ménageant les deux camps, Paris veut jouer son rôle, quitte à susciter l'hostilité de l'Ukraine, voire d'une partie de ses partenaires de l'Union européenne.

Thierry Wolton Historien et essayiste

”

ABONNÉS



Monsieur Macron, intervenez pour mettre fin au martyre du peuple afghan !

Depuis le retrait des troupes américaines, les Afghans sont abandonnés à leur sort tragique. Dans une lettre ouverte, le philosophe Daniel Salvatore Schiffer et de nombreuses personnalités insistent pour que le président français initie des sanctions contre le pouvoir afghan, sous l'égide des Nations unies et avec le concours de l'Union européenne.